

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Un accord tripartite pour développer les ZES

Le gouvernement congolais a signé avec la société Arise IIP trois contrats en vue de développer les Zones économiques spéciales (ZES). Ces contrats s'inscrivent dans le cadre de l'industrialisation des secteurs stratégiques. Ils ont pour but de promouvoir et attirer les investisseurs multisectoriels et commerciaux dans les industries de transformation du bois et des produits agroalimentaires.

Page 4

Signature des contrats par les trois ministres et le président directeur général d'Arise



AGRICULTURE

Deux nouvelles ZAP dans le Pool et la Cuvette



Paul Valentin Ngobo visitant la ZAP/DR

Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a lancé, les 2 et 3 octobre, des activités dans les Zones agricoles protégées (ZAP) dans les départements du Pool

et de la Cuvette. Située dans le district de Ngabé, la ZAP de Mpoumako s'étend sur une superficie de plus de 100 hectares sur lesquels dix groupements agricoles sélectionnés cultiveront le maïs et le manioc. Quant à celle d'Olongonet, dans la Cuvette, elle est développée par vingt groupements, soit 366.

Page 3

ÉDITORIAL Programmes

Page 2

TRANSPORT FLUVIAL

Il manque un peu de tout au PABS

Entité relevant du ministère de l'Economie fluviale et des voies navigables nouvellement créé, le Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABS), maillon essentiel de la chaîne de transport sur l'axe Congo-Oubangui, est confronté à un manque de moyens financiers et d'infrastructures modernes pour favoriser le développement de ses activités.

La situation actuelle du port dépourvu du nécessaire ne lui permet pas de relancer le trafic par bateaux entre Brazzaville et Kinshasa, en dépit de la réhabilitation d'une passerelle et d'un débarcadère au niveau du quai à passagers.

Page 2



Une vue du Port autonome de Brazzaville

SANTÉ

Rentrés au pays, les finalistes de Cuba attendent les stages

Après la formation en médecine à Cuba, les deux dernières promotions des médecins congolais attendent d'être déployées dans les structures sanitaires pour des stages d'imprégnation. La dernière vague a regagné Brazzaville le 3 octobre. Ils se disent conscients du poids de la responsabilité

qui les attend au regard des défis à relever. La ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, a exprimé sa joie de voir ces étudiants revenir aux pays.

Page 4

ÉDITORIAL

Programmes

L’initiative prise par les pouvoirs publics de réviser les programmes scolaires de français, de mathématiques et des sciences de la vie et de la terre, dont les premiers essais commencent dès cette rentrée 2022-2023, est salutare. Elle va apporter une plus-value à l’école congolaise qui continuait d’utiliser jusque-là des manuels datant de plus de trente ans.

En dehors de la révision des programmes, l’amélioration du système éducatif vise aussi le changement des méthodes d’enseignement dans les trois disciplines. Dans ce cadre, les pédagogues s’accordent à dire que la méthode dite interactive est plus efficace que l’enseignement direct.

L’expérimentation de ces nouveaux programmes va demander de nombreuses années avant d’atteindre les objectifs escomptés qui se résument à remonter la pente du niveau des élèves. Niveau qui, depuis plusieurs années et en dépit des aménagements scolaires, chute de manière dangereuse. Le souhait est de voir ce processus s’étendre aux classes supérieures.

Espérons qu’après ce chantier, les pouvoirs publics orienteront leur regard vers la mise en œuvre des recommandations des états généraux de l’éducation nationale qui plaident pour la refonte en profondeur du système éducatif.

Les Dépêches de Brazzaville

TRANSPORT FLUVIAL

Besoin des moyens financiers pour booster le secteur

Afin de permettre au Port autonome de Brazzaville de jouer son rôle de maillon de la chaîne de transport en Afrique centrale, le ministère de l’Economie fluviale et des Voies navigables, un département ministériel nouvellement créé, a plusieurs défis à relever.



Une vue du Port autonome de BrazzavilleDR

Le ministère de l’Economie fluviale devrait disposer, entre autres, de moyens financiers conséquents pour construire des infrastructures telles que les quais puis réhabiliter certains ports secondaires comme ceux de Mossaka, Impfondo, Ouessou, Ngombé, Pokola et le Bas-Kouilou. Pour assurer le trafic entre Kinshasa-Brazzaville, la direction du Port a entrepris quelques travaux de réhabilitation d’une passerelle et d’un débarcadère au niveau de la gare à passagers. En dépit de ces efforts, le trafic entre les deux villes capitales les plus proches du monde n’a pas encore retrouvé son ampleur d’autrefois à cause de la vétusté des infrastructures.

« Actuellement, on est en difficulté. Le port n’a pas de remorqueur fonctionnel. Celui que nous avons hérité de l’ATC n’a malheureusement jamais fonctionné. On se débrouille, on n’a pas le choix », a confié un travailleur navigant.

Notons qu’en dehors des problèmes d’infrastructures, les opérations d’aménagement des voies de navigation menées jadis par l’Union européenne

ne se font plus. L’ensablement du fleuve Congo cause chaque année d’énormes bouleversements dans la chaîne logistique de transport. Si des pertes ne sont pas officiellement signalées par le port, une baisse du chiffre d’affaires est certaine. Selon les spécialistes, l’entretien permanent des rivières est indispensable pour assurer la navigabilité du fleuve, permettre la croissance de l’économie fluviale et désenclaver les localités riveraines. Le bois extrait de la forêt tropicale que les exploitants évacuaient hier par voie d’eau passe désormais par la route.

Rappelons que dans le but de booster le trafic fluvial et la Société congolaise de transport fluvial, l’Etat congolais a sollicité les services d’une société danoise, JGH Marine. Le protocole d’entente conclu en mars 2020, qui prévoit la réhabilitation des unités navigantes de l’armateur public et au développement du pays n’est pas toujours effectif. Au regard du tableau peint, le ministère de l’Economie fluviale et des voies navigables a du pain sur la planche.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l’Agence d’Information d’Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N’Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N’Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l’Agence : Ange Pongault
Chef d’agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marline Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d’Information d’Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N’Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

AGRICULTURE

Deux nouvelles ZAP lancent leurs activités

Le ministre de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a lancé, les 2 et 3 octobre, les activités dans les Zones agricoles protégées (ZAP) de Mpoumako, dans le département du Pool, et d’Olongonet, dans la Cuvette, portant ainsi le nombre à douze.

Située dans le district de Ngabé, la ZAP de Mpoumako s’étend sur une superficie de plus de 100 hectares. Les dix groupements agricoles sélectionnés vont mettre en terre des cultures de maïs et du manioc. Expliquant la philosophie des ZAP aux membres des groupements, le ministre en charge de l’Agriculture a précisé que ces espaces d’expression agricole contribuent à la lutte contre l’insécurité alimentaire, la pauvreté, le chômage et l’urbanisation non maîtrisée. Paul Valentin Ngobo a ensuite invité les bénéficiaires à s’impliquer pleinement pour ne pas rester les derniers de la compétition agricole initiée par le gouvernement.

Le président de l’Union des groupements agricoles de Mpoumako, Lone Kimbembé, a assuré au ministre que la onzième ZAP ne serait pas la dernière de cette compétition agricole nationale. Dans la Cuvette, le ministre de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche a officiellement lancé les activités de la ZAP du village Olongonet, dans le district de Boundji. Troisième ZAP ouverte dans ce département après celles d’Oyendzé (district de Ngoko) et d’Owando, la ZAP d’Olongonet est développée par vingt groupements pour 366 producteurs. Plusieurs spé-



Les producteurs agricoles de la ZAP de Mpoumako/DR

culations y seront plantées parmi lesquelles le manioc et le maïs. Le choix de la culture du maïs se justifie par la nécessité de fabriquer l’aliment de bétail dont l’approvisionnement par les éleveurs pose problème. Paul Valentin Ngobo dégage les caractéristiques de la ZAP d’Olongonet. « La ZAP de Boundji a trois caractéristiques. Premièrement, nous sommes sur une terre qui m’est un peu chère non seulement parce que je suis fils de Boundji mais parce que ma maman venait faire ses champs ici. Donc, nous sommes sur une terre fertile, elle devrait normalement nous donner de

bons résultats ; deuxièmement, Olongonet vient contribuer au développement d’un bassin de production ; troisièmement, la plupart des acteurs ont été formés dans le cadre de l’incubateur agricole du Congo. Ils ont déjà fait leur preuve », a témoigné Paul Valentin Ngobo. Le ministre a, par ailleurs, remis du matériel aratoire aux différents groupements agricoles pour accompagner leur travail. Responsable du groupement Le-Tsenguet la-Bea de la ZAP d’Olongonet, Prince Matamboko Moundjombé a remercié le gouvernement pour ce coup de pouce. « Nous allons rembourser à l’Etat ce qu’il a

dépensé en donnant le meilleur de nous-mêmes pour ravitailler le marché national. Nous ne serons pas les derniers, la ZAP d’Olongonet jouera les premiers rôles dans la production. Rendez-vous dans trois mois, ce ne serait pas moi qui parlerai mais plutôt la récolte », a-t-il promis. Le président de la République, Denis Sassou N’Guesso, qui visitait le 26 juillet dernier les ZAP d’Et-souali et de Ngo-Kourate, dans le département des Plateaux, rappelait le bien-fondé de cette initiative avant d’encourager les acteurs agricoles à fournir plus d’efforts afin d’atteindre les objectifs escomptés. Il s’agit notamment de

réduire les importations liées aux produits alimentaires carnés dont le coût annuel est estimé à plus de 600 milliards FCFA. « La promesse faite pendant la campagne électorale se concrétise maintenant, on va vers la mécanisation de l’agriculture dans le pays et nous ne serons plus dépendants des autres peuples. Un peuple qui ne produit pas ce qu’il consomme n’est pas un peuple libre. Nous allons donc produire ici, vous n’avez pas le droit de vous décourager, les résultats sont-là et nous allons poursuivre la marche plus loin ensemble », déclarait-il. Parfait Wilfried Douniama

ORIENTATION PROFESSIONNELLE

ACPE sensible plus de 2600 Brazzavillois sur les contours du marché de l’emploi

Au terme d’un mois dédié à l’emploi, dans les différents arrondissements de Brazzaville, les agents de l’Agence congolaise pour l’emploi (ACPE) ont bouclé la campagne d’informations sur le marché de l’emploi à Madibou, où les jeunes ont totalement apprécié l’initiative.

Plus de 2600 jeunes chercheurs d’emploi, porteurs de projet et responsables de petites entreprises ont été touchés par la campagne lancée le 5 septembre dernier à Talangaï. Ils ont, en effet, été édifiés sur les processus et opportunités du marché de l’emploi. A en croire Mahamat Kialougou, cheffe de service orientation à l’ACPE, ce moment d’échange a permis à cette structure de bien comprendre les besoins des jeunes qui ont souhaité, entre autres, la mise en place des programmes d’accompagnement adéquats pour bien répondre aux attentes de la population. Pour la première fois, l’ACPE a été reçue dans différents arrondissements pendant trente jours. « Pendant cette campagne, 65% de

l’objectif de 4000 jeunes à rencontrer a été atteint », a-t-elle expliqué. Le communiqué de presse faisant le point des trente jours de sensibilisation de cette campagne a rappelé que l’ACPE a obtenu trois fois plus d’inscriptions que d’habitude dans les agences sur une période identique. « Suite à ces journées de l’emploi à Brazzaville, les différents participants seront reçus durant les trois derniers mois de l’année dans nos agences de Brazzaville afin de les accompagner pour améliorer le niveau d’employabilité escompté », indique le document. L’engouement était total dans les différents sites puisqu’à Madibou, par exemple, les participants ont souhaité que ce genre

d’initiatives se multiplie. « Je n’ai pas certes une formation qualifiante mais je pense que l’ACPE peut me mettre en contact avec les structures susceptibles de soutenir mon projet », a déclaré un participant. Débutées le 5 septembre à Brazzaville dans le sixième arrondissement, Talangaï, les journées de l’emploi organisées par l’ACPE, en collaboration avec les mairies de chaque arrondissement, prennent fin ce 5 octobre à la mairie de Madibou, dans le huitième arrondissement. Elles vont se poursuivre à Pointe-Noire et à Ouessou dans les prochaines semaines. Il sied de noter que ces journées ont eu lieu dans le cadre de la mise en œuvre du projet de transformation de l’ACPE.

Rude Ngoma

TÉLÉPHONIE MOBILE

La clientèle abusée par des dérangements des numéros fictifs

Des clients de la téléphonie mobile se plaignent, ces derniers temps, de recevoir à longueur de journée des appels aux codes fictifs, notamment +881 ; +675 ; +221 ; +771 ou soit +231 provenant des pays incertains et imaginaires. Cela est surtout observable dans les deux grandes villes du pays, notamment Brazzaville et Pointe-Noire.

« Ces indications sont surtout des pays de l’Afrique de l’Ouest ou de l’Afrique du Nord, voire d’autres pays étrangers. En réalité, les gens qui agissent ainsi sont des vrais escrocs, des arnaqueurs à la recherche du gain facile ou des opportunités d’argent. Ils ne sont pas dans ces pays qui portent ces codes ou ces préfixes, ils sont avec nous dans le pays et parfois dans les mêmes villes », s’est plaint un abonné d’une société de téléphonie mobile. Pour ce dernier, l’Agence de régulation des postes et des communications électroniques devrait prendre cette question à bras-le-corps pour arrêter net ces arnaqueurs. Ceux-ci continuent de s’infiltrer frauduleusement dans les références téléphoniques des paisibles citoyens pour soutirer de l’argent avec des stratagèmes bien montés. Un autre client, se disant très embarrassé par cette problématique des arnaqueurs, a indiqué: « J’ai reçu plusieurs appels hier soir. Et quand j’ai rappelé, tout mon crédit s’est épuisé. Donc, il est clair que quand ces numéros s’affichent, il ne faut ni décrocher ni rappeler. Et c’est de cette manière que ces escrocs parviennent à détourner le coût des appels internationaux. Nous pensons que les opérateurs de télécommunication mobile connaissent bien ce phénomène, alors pourquoi ne l’arrêtent-ils pas ? ». Notons que la persistance de ce phénomène devrait pousser les opérateurs des sociétés de téléphonie mobile à imaginer de vraies mesures de repérage et de blocage de ces fraudeurs et escrocs. Car ces gens-là ne connaissent pas mieux tous les mécanismes fonctionnels d’un cellulaire que des services spécialisés de la téléphonie mobile.

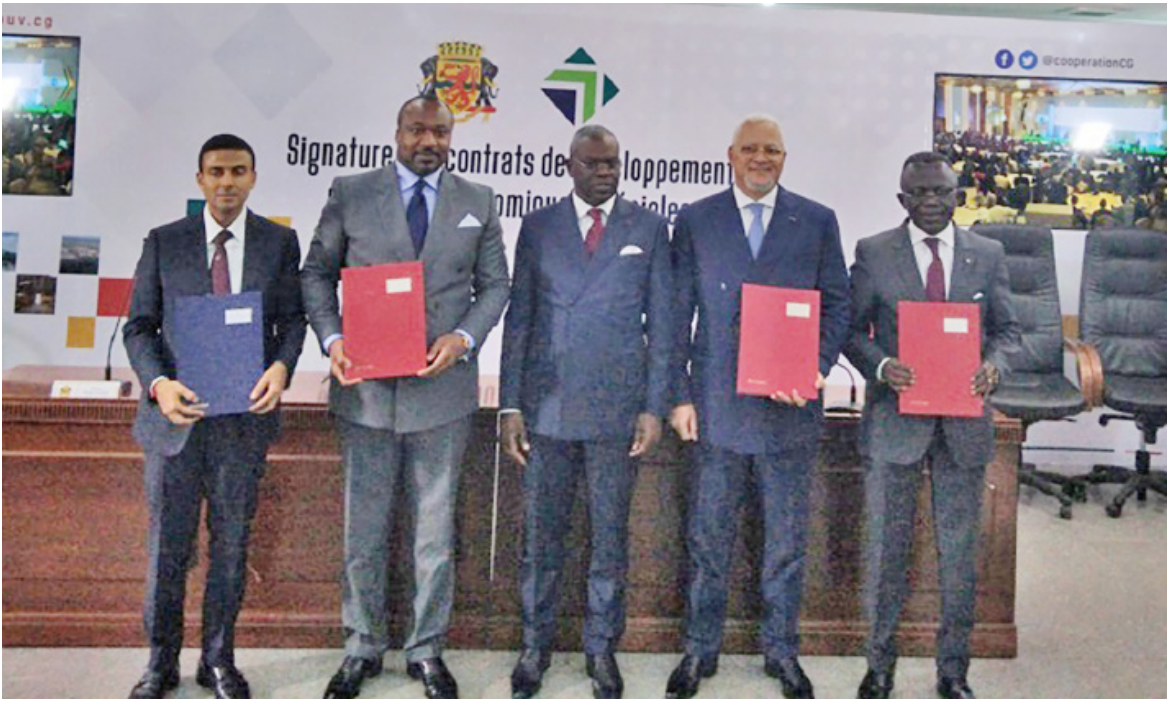
Faustin Akono

COOPÉRATION

Des contrats pour développer trois zones économiques spéciales

Le ministre en charge des Zones économiques spéciales (ZES) et de la diversification économique, Jean-Marc Tchystère Tchicaya ; celui de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public privé, Denis Christel Sassou Nguesso ; du Budget, des Comptes publics et du Portefeuille public, Ludovic Ngatsé, et le président directeur général d' Arise IIP, Gagan Gupta, ont signé, le 4 octobre à Brazzaville, des contrats de développement des ZES de Pointe-Noire, Ouessou et Oyo/Ollombo.

Les contrats signés en présence du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, contribueront à l'industrialisation des secteurs stratégiques de la République du Congo. Le projet est un partenariat public-privé entre Arise IIP et le Congo. La plateforme industrielle aura pour but de promouvoir et d'attirer les investissements multisectoriels et commerciaux dans le pays, et de développer les industries de transformation du bois ainsi que des produits agroalimentaires de première, deuxième ou troisième transformation. A Pointe-Noire, la zone et le port minéralier occuperont une superficie de 2700 hectares et concentreront leurs activités sur la transformation du bois, des produits agricoles et autres processus de transformation. L'accord comprend également le développement de la zone industrielle de Ouessou, également sous forme de partenariat public-privé entre Arise IIP et le Congo. Les ZES devraient stimuler le marché de l'emploi d'ici à 2025, doper les exportations et contribuer aux priorités de développement du gouvernement définies



dans le Plan national de développement 2022-2026. « Nous sommes heureux d'avoir pu concrétiser cette ambition du chef de l'Etat par la signature de ces trois accords avec le groupe Arise pour développer les trois zones économiques spéciales. Dans le cadre du Plan de développement 2022-2026, le développement des zones éco-

nomiques spéciales est inscrit en très bonne place. Cela obéit à la politique du président de la République. Car c'était l'un des piliers forts de son projet de société, aujourd'hui programme de gouvernement », a déclaré le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou Nguesso, à l'issue

de la signature des contrats. « Nous avons hâte de les voir se mettre à l'œuvre, pour que ces zones soient réellement le début de la diversification de l'économie qui est l'objectif que nous poursuivons, à travers le Plan national de développement », a-t-il ajouté. Pour le ministre des ZES et de la Diversification économique,

Jean-Marc Thystère Tchicaya, la signature des contrats est un moment décisif vers l'atteinte de la matérialisation de ces ZES. En outre, il a remercié son collègue de la Promotion du partenariat public-privé « pour avoir trouvé des partenaires sérieux, qui ont une renommée internationale et qui sont aujourd'hui au Congo pour développer, de façon tout à fait concrète en moins de quatorze mois, la Zone économique spéciale de Pointe-Noire ». Rappelons qu'au mois de mai, en marge de la première édition du Forum sur le PPP, un protocole d'entente pour développer les ZES de Pointe-Noire et Ouessou a été paraphé entre le vice-président de la société Arise IIP, opérateur panafricain de parcs industriels, et le ministre congolais de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé. Ces dernières années, Arise IIP a beaucoup développé ses activités en Afrique, avec actuellement douze zones industrielles intégrées, accélérant ainsi l'industrialisation du continent.

Yvette Reine Nzaba

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Les étudiants rentrés de Cuba en attente des stages

Après la formation en médecine à Cuba, la deuxième promotion des étudiants a regagné le pays en trois rotations dans la période du 29 septembre au 3 octobre. Ils attendent d'être déployés dans différentes structures sanitaires du pays pour des stages d'imprégnation.

Ils sont rentrés 270 pour la première rotation, 277 pour la deuxième et 279 pour la troisième. « Je suis heureuse de revoir cette jeunesse revenir pour servir le pays », a indiqué la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Delphine Edith Emmanuel, lors de la réception de ces étudiants Congolais, rappelant la raison pour laquelle ils avaient été envoyés étudier la médecine à Cuba : combler le déficit du personnel soignant, répondre aux attentes sanitaires de la population car la productivité d'un peuple pour le développement, la diversification de son économie dépend de son état de santé.

Le travail qui les attend

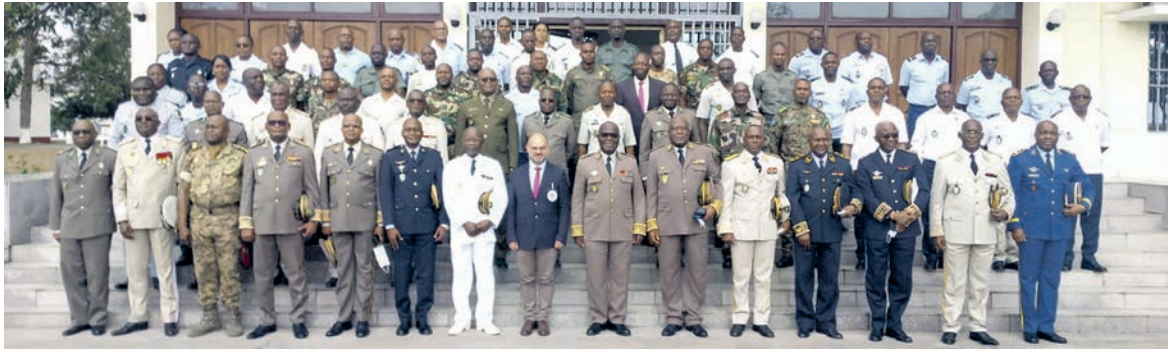
Les étudiants qui viennent de rentrer de Cuba mesurent visiblement le poids du devoir qui les attend au service du pays, de la population, dans le domaine sanitaire où les défis à relever sont énormes en matière d'offre de soins, en qualité et en quantité. « Nous allons apporter notre pierre à l'édifice dans le but d'améliorer le système sanitaire de notre pays en mettant en pratique nos connaissances », a fait savoir Ella Ngakosso, médecin généraliste qui dit avoir beaucoup appris de l'expérience cubaine dont la réputation mondiale en matière de santé n'est plus à démontrer. A dire vrai, le déploiement de ces étudiants dans les structures de santé pour le stage d'imprégnation ne se fera pas en un jour. Il faut de la planification et des moyens financiers conséquents car le stage ne sera pas gratuit. Il est donc question pour les pouvoirs publics, notamment le ministère de la Santé et de la Population de résoudre tous les préalables relatifs à leur mise en stage. Il convient de souligner que les étudiants qui viennent de rentrer ne constituent pas la dernière promotion mais plutôt l'avant dernière. La première promotion est rentrée en 2019, la deuxième en 2021, la troisième en 2022. Il reste la quatrième qui sera la dernière.

Rominique Makaya

FORCE PUBLIQUE

Quarante cinq officiers formés en DIH et en DIDH

Le département de la défense nationale a lancé, le 3 octobre, à Brazzaville la session de formation de base des instructeurs de la force publique sur le droit des conflits armés ayant pour thème « Officiers de force publique, harmonisons notre méthodologie d'instruction des personnels en Droit international humanitaire (DIH) et Droit international des droits de l'homme (DIDH) pour une meilleure protection de notre éthique collective », en collaboration avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR).



Au milieu, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises/DR

L'objectif général de la session qui va durer cinq jours est de donner une formation qualifiante aux participants pour être des instructeurs en DIH et DIDH. En termes d'objectif spécifique, il s'agit de former des instructeurs DIH-DIDH des différentes entités de la force publique ; de créer un vivier d'instructeurs en DIH et DIDH afin de garantir l'enseignement de la matière dans toutes les structures de la force publique ; d'harmoniser la méthodologie de l'instruction des personnels de la force publique en DIH et DIDH. Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises, le général de division Guy Blanchard Okoi, a indiqué à cette occasion que le retour d'expérience des missions passées renseigne qu'au-delà des apports techniques, il est nécessaire de prendre en compte, dans la

planification les normes nouvelles, les règles d'engagement. « Nous devons malheureusement aussi faire un effort de regarder le passé pour mieux orienter l'avenir. Ce passé vers lequel nous nous retournons reste entaché par les mauvais comportements répréhensibles de certains éléments de la force publique en opération qui ont terni l'image de notre institution à un moment donné de son histoire », a-t-il révélé. Guy Blanchard Okoi a également signifié à cette occasion que parmi les reproches faits à leur corporation figurent les questions liées au maintien des droits de l'homme. Il a assuré que la volonté du gouvernement d'éradiquer ce comportement ne fait l'ombre d'aucun doute. La tenue du présent séminaire de formation de base des instruc-

teurs a pour ambition de former les instructeurs en DIH et en DIDH qui prendront à leur tour le relais des connaissances acquises pour mettre le personnel en conformité avec les textes. Notons qu'à l'issue de ce séminaire les quarante-cinq officiers formateurs doivent être prêts à l'emploi dès la formation ; être des promoteurs de la connaissance pratique du DIH et DIDH auprès des autres agents de la force publique ; être respectueux du DIH et DIDH dans l'accomplissement de toutes leurs missions ; contribuer au changement remarquable dans l'attitude et le comportement des agents de la force publique vis-à-vis de la population ; enfin, contribuer à réduire les comportements pervers envers la population.

Guillaume Ondze

DÉVELOPPEMENT

Les six défis de l’aide britannique

Pour la troisième fois, la même année, le budget de l’aide du Royaume-Uni est confronté à de graves difficultés. À la suite des changements apportés aux impôts et aux dépenses annoncés par le nouveau chancelier de l’échiquier du pays, Kwasi Kwarteng, le secteur du développement fait face à une troisième série de réductions des programmes internationaux prévus, alors que la livre plonge à des niveaux records.

Les réductions de l’aide britannique en 2021, de 0,7% à 0,5% du revenu national brut, avaient déjà provoqué des remous dans le secteur du développement cette année. Le budget de l’aide britannique est aujourd’hui estimé à 12 milliards de livres sterling. Les programmes internationaux de développement et humanitaires qui seront financés à partir de ce montant sont encore plus menacés. Les raisons sont complexes tant à l’échelle internationale qu’à l’échelle nationale.

1-Volonté politique

Le Royaume-Uni est confronté à une crise du coût de la vie provoquée par un effondrement de la monnaie et une flambée des prix de l’énergie déclenchée par l’invasion de l’Ukraine par la Russie, combinée à une faible croissance, à une inflation galopante et aux retombées continues du Brexit. Tout ceci se déroule dans un contexte de climat politique fébrile qui vient de voir le pays procéder à la nomination de son quatrième ministre en huit ans. La somme de ces facteurs a créé un environnement politique difficile pour le budget d’aide de 0,5 %. Sur la base des tendances financières actuelles, il est peu probable que le pays réponde aux tests budgétaires introduits par le précédent chancelier, Rishi Sunak, pour revenir à un budget d’aide de 0,7% avant 2027-28 au plus tôt.

2-Dépenses pour les réfugiés

La principale source de préoccupation pour le budget de l’aide serait le montant utilisé par le ministère de l’Intérieur pour payer un afflux de réfugiés. Le Center for Global Development (CGD), Save the Children et la campagne ONE, estiment le montant entre 2,5 et 3 milliards de livres sterling. Des coupes d’au moins 919 millions de livres sterling devraient être effectuées dans les programmes internationaux pour payer les coûts du ministère de l’Intérieur, apprend-t-on. L’envolée des coûts de ce ministère aurait déjà causé le gel du financement de l’aide « non essentielle » en juillet.

3-Répondre aux besoins en Ukraine

L’invasion de l’Ukraine par la Russie a créé des besoins humanitaires vastes et imprévus. Au moins 1,5 milliards de livres sterling ont déjà été dépensés par le gouvernement britannique pour l’aide humanitaire et le soutien économique à l’Ukraine. Le Magazine Politico a rapporté que le rôle de ministre du Développement international nouvellement créé, occupé par Vicky Ford, « devrait se concentrer sur la reconstruction en Ukraine ». Londres organise également une conférence consacrée au redressement de l’Ukraine en 2023.

4-Coûts fixes

Le budget réduit disponible est aggravé par le fait qu’une grande partie du budget d’aide du Royaume-Uni est constituée d’engagements existants. La stratégie tardive de développement international, publiée en mars, a déçu certains experts de l’aide. En raison de la baisse des contributions à l’aide à l’Union européenne et de la hausse potentielle du revenu national brut, jusqu’à 1,2 milliard de livres sterling supplémentaires pourraient être mis à disposition, apprend-t-on.

5-Baisse du financement public

La réduction du budget de l’aide est aggravée par d’autres facteurs qui s’ajoutent aux difficultés du secteur du développement du pays. Certains rapports et comptes des ONG notent aussi une réduction de la contribution du public britannique depuis 2021, toutes raisons de croire que cela va se poursuivre en 2022 et potentiellement aggraver.

6 L’inflation et l’économie mondiale

Les organisations de développement ont été touchées par une forte hausse de la base de coûts, l’inflation des prix de l’énergie, les voyages et les salaires. Alors que l’inflation est de 10% dans l’ensemble du Royaume-Uni, elle est plus grave dans certains des domaines où travaillent les organisations à but non lucratif, comme l’alimentation. Ian Mitchell, chercheur principal en politiques au CGD et auteur principal de l’analyse mentionnée ci-dessus, affirme que les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 25% à l’échelle mondiale.

Perspectives à long terme

Compte tenu des difficultés intérieures du Royaume-Uni et de l’histoire de l’aide et le développement de la part de certaines parties influentes de la classe politique et médiatique, les perspectives à long terme - du moins sous le gouvernement conservateur actuel - pourraient être difficiles. Les commentaires des médias critiquant l’envoi d’argent à l’étranger semblent avoir augmenté, en particulier parmi les experts de droite, dit-on. La fermeture du DFID et la réduction du budget d’aide de 0,7 sont également intervenues pendant une période d’incertitude politique et économique.

Noël Ndong

GUINÉE CONAKRY

Le 64^e anniversaire de l’indépendance placé sous le signe de la réconciliation

La Guinée Conakry a célébré, le 2 octobre, le 64^e anniversaire de son accession à l’indépendance, marqué par des affrontements entre jeunes et policiers.

Le 64^e anniversaire de l’indépendance de la Guinée a été placée par les autorités sous le signe du pardon et de la réconciliation. Le président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya, a prononcé un discours au cours duquel il a insisté sur les acquis du renouveau, de justice et de pardon, obtenus depuis le 5 septembre 2021, date de prise du pouvoir par l’armée guinéenne. En outre, le chef de la junte a appelé ses compatriotes à saisir sa main tendue pour un retour rapide à l’ordre constitutionnel. « *Nous savons d’où nous venons et nous savons où nous allons* »,

a-t-il déclaré. Il a assuré les citoyens guinéens et l’opinion internationale que les forces de défense et de sécurité ainsi que l’ensemble des membres du gouvernement de la transition n’ont aucune intention de confisquer le pouvoir. Par ailleurs, des centaines de jeunes s’étaient rassemblés sur la route qui relie la capitale à ses banlieues nord, où les heurts, souvent meurtriers avec la police, sont fréquents. Ils voulaient célébrer l’indépendance du pays, selon certaines sources, mais aussi rendre hommage « aux victimes de la répression » dans ces quartiers. Les manifestants ont

mis le feu à au moins un véhicule de gendarmerie, selon un média local. Des habitants ont fait état de coups de feu durant une demi-heure en fin de journée.

La Guinée est devenue le premier pays d’Afrique subsaharienne à obtenir sa souveraineté de la France, après avoir voté non, le 28 septembre 1958, au référendum, instituant une « communauté » franco-africaine proposée par le général De Gaulle. Cette volonté d’émancipation a valu à ce pays d’Afrique de l’ouest des relations tendues avec la France, en particulier sous l’ancien chef de l’Etat, Ahmed Sékou Touré, proche du bloc socialiste, qui a dirigé le pays de l’indépendance à sa mort en 1984.

Yvette Reine Nzaba

TCHAD

La transition prolongée de deux ans

Le Tchad a prolongé, le 1er octobre, de deux ans maximum sa période de transition vers des élections, en maintenant à la tête de l’Etat le chef de la junte militaire, Mahamat Idriss Déby Itno, qui sera autorisé à briguer la présidence.

Les délégués réunis dans le cadre d’un « dialogue de réconciliation nationale » ont adopté les mesures par « consensus », Mahamat Idriss Déby Itno devenant « le président de transition ». « *Il y aura un débat lundi, on attend la fin du dialogue national inclusif pour donner la position du gouvernement, mais pas maintenant pour éviter de créer la polémique pour rien* », a déclaré Abderaman Koulamallah, porte-parole du gouvernement.

Rappelons que le dialogue national inclusif et souverain a été lancé difficilement le 20 août dernier, seize mois après que Mahamat Idriss Déby Itno a été proclamé président de la République au lendemain de la mort de son père, Idriss Déby Itno. A la tête d’un Conseil militaire de transition de quinze généraux, il avait abrogé la Constitution, dissout le parlement et limogé le gouvernement. Mais il avait aussitôt promis de rendre

le pouvoir aux civils par des élections « libres et démocratiques » après une « transition » de dix-huit mois renouvelable une fois, censée se terminer le 20 octobre. Il s’était également engagé auprès des Tchadiens et de la communauté internationale à ne pas se présenter à la future élection présidentielle. La communauté internationale avait, toutefois, demandé à Mahamat Déby de ne pas prolonger la transition au-delà de dix-huit mois pour rendre le pouvoir aux civils et de ne pas se présenter à la présidentielle ensuite.

Y.R.Nz.

PRÉSIDENTIELLE AU BRÉSIL

Lula et Bolsonaro s’affronteront au second tour

Le premier tour de l’élection brésilienne s’est tenu le 2 octobre. Selon les résultats officiels, l’ex-président, Luiz Inacio Lula da Silva, s’est imposé sur une marge bien plus faible que celle que lui prédisaient les sondages sur le président sortant, Jair Bolsonaro. Luiz Inacio Lula da Silva a obtenu 48,4% des suffrages contre 43,2% pour Bolsonaro, selon des résultats quasi définitifs mais encore partiels. Ce résultat laisse entrevoir un second tour très disputé, le 30 octobre prochain. Les Brésiliens ont moins sanctionné que prévu le président sortant de 67 ans pour son déni face au covid-19 (685 000 morts), la crise économique dans un pays où



plus de 30 millions de personnes souffrent de la faim et les crises ayant émaillé tout son mandat. Lula dispute sa sixième course à la présidence, douze ans après avoir quitté le pouvoir avec un taux de popularité stratosphérique (87%). Mais il a du mal à



se débarrasser de l’image de corruption qui lui colle à la peau depuis l’énorme scandale « Lavage express », qui lui a valu dix-huit mois de prison avant que ses condamnations ne soient annulées ou prescrites.

Y.R.Nz.

HYDROCARBURES

La Libye et la Turquie signent un accord de prospection

La Libye et la Turquie ont signé, lundi, un accord de prospection d’hydrocarbures dans les eaux libyennes et sur son territoire, par des compagnies turco-libyennes mixtes, trois ans après avoir conclu un accord de délimitation maritime. Ce memorandum a été signé lors d’une visite effectuée à Tripoli par une délégation turque de haut niveau comprenant notamment les ministres de l’Energie, Fatih Dönmez, de la Défense, Hulusi Akar, et du Commerce, Mehmet Mus.

Un accord de délimitation maritime avait été conclu en novembre 2019 entre l’ex-Gouvernement d’union nationale, reconnu par l’Organisation des Nations unies et basé à Tripoli, et le gouvernement turc. Cet accord permet à Ankara de faire valoir des droits sur de vastes zones en Méditerranée orientale, au grand dam de la Grèce et de l’Union européenne.

Les Dépêches de Brazzaville



POSITION : Finance Manager

ORGANISATION : African Parks – Fondation Odzala Kokua

LOCATION : Republic of Congo (Odzala HQ)

REPORTING TO : Directly to General Manager and functionally to the Regional Finance Manager

EXPECTED START DATE : 1st November 2022

BACKGROUND:

African Parks is a non-profit conservation organization that takes on the complete responsibility for the rehabilitation and long-term management of national parks in partnership with governments and local communities. We currently manage 22 national parks and protected areas in 12 countries covering over 17 million hectares in: Angola, Benin, Central African Republic, Chad, the Democratic Republic of Congo, Malawi, Mozambique, the Republic of Congo, Rwanda, Zambia, south Sudan and Zimbabwe.

Odzala harbours some of the largest populations of Western lowland gorilla and forest elephant in Central Africa protected areas covered 13,500 km2 . It has the richest primate fauna of Central Africa, with at least 10 diurnal primate species, including gorillas and chimpanzees. The park also supports a large diversity of tropical forest ungulates, such as bongo, sitatunga, red river hog, giant forest hog and at least seven species of forest duikers. The forest-savannah mosaic probably hosts the last viable population of spotted hyenas in the Congo Basin while a viable population of hippopotamuses can be found in open areas along the park’s larger rivers. In addition, three different cat species are also found in Odzala: leopard, serval and African golden cat.

African Parks is recruiting an experienced Finance Manager for Odzala National Parks and the position is located in the Park : Mbomo (HQ of PNOK)

JOB OVERVIEW:

The Finance Manager is responsible to oversee the end-to-end finance operations, financial planning and analysis, donor and partner management, establishing procedures and enforcing controls, preparing financial reports and maintaining the financial health of the organization.

The incumbent will ensure that all financial compliance and audit requirements are met while ensuring that all financial data is accurately entered into our financial system. He or she will provide support and advice to senior management, and budget managers or on donor compliance issues and budget monitoring.

MAIN ROLES & RESPONSIBILITIES:

Grant Management - Odzala receives numerous grants from multiple sources and the correct utilization of these grants is essential, including:

- Organising or participating in grant startup workshops;
- Ensuring that grant administration processes are being adhered to by the park;
- Ensuring that there is the coding of grants received into serenic (accounting software) to enable automatic financial reporting;
- Reviewing grant allocations on a monthly basis to ensure that the utilization is correct;
- Ensuring that there is the reconciling the undrawn funds of each park and repay disbursements on a quarterly basis;
- Reviewing and/or preparing financial grant reports;

Accounting and Reporting:

- Supervise the recording, classifying and summarizing of the financial transactions of the park and ensure the proper update and maintenance

of the accounts to ensure that the accounting system provides the basis for an efficient financial information system for both internal and external users that it is compliant with internationally accepted accounting principles, legal and statutory requirements of the country;

- Review and provide guidance and coaching to accounting staff ensuring accuracy, correctness and completeness of transactions recorded;
- Ensure the timeliness of required financial reports to project managers, donors, government partners and Board Members are met;
- Prepare periodic reports of financial performance and discuss with HOD’s.
- Ensuring legal and taxation compliance

Treasury and Cash Management :

- Conduct treasury planning;
- Liaises with banks to ensure best rates on forex, transfers, bank charges etc.

Planning, Budgeting and Forecasting Reporting:

- Assist in the planning and budgeting for the park / project, take the lead in the financial plans and budgets, and ensure that the assumptions, parameters, guidelines and policies in planning are complied with;
- Review and monitor budget performance of the park / project and provide recommendations;

KEY RELATIONSHIPS:

- Regional Operations Manager
- Park Manager
- Regional Finance Manager
- Heads of Department
- Internal and External Auditors
- tors

EDUCATION AND EXPERIENCE:

- Minimum eight (8) years of experience in a similar role, with a preference but not mandatory of two (2) years with a conservation or non-profit organization;
- A degree in accounting or finance (Master/ Bac+5 with five (5) years of experience;
- Previous experience with any donor-funded programs or external audits;
- Results-oriented and focused, with the ability to follow guidelines and controls required of the position;
- Expert knowledge in budgeting, financial analysis and MS Excel;
- Proficiency with accounting software;
- Demonstrated team player with effective cross-cultural interpersonal skills;
- High level of integrity and impeccable record in previous accounting positions.
- Excellent organizational, analytical, oral and written communications skills in both

English and French will be an advantage;

- Strong capacity to manage time and competing priorities;
- Strong initiative, perseverance, and resilience; and
- Willingness to live in a remote setting and with previous experience living in Africa.

HOW TO APPLY:

To apply, please email your CV and cover letter to Odzala Ressources Humaines rh.odzala@africanparks.org with cc on: centralafrica.hr@africanparks.org by Monday, 17th October 2022. Please mention the position name in the subject line of the email.

In case you do not hear from us within two weeks after the closing date, this means that your application was not successful. We thank you for your interest in working for African Parks.

INTERVIEW

Paule Etogo : « La 8^e édition du RAF va analyser globalement les stratégies d’attractivité des pays africains »

Directrice du Rebranding Africa Forum (RAF), dont la huitième édition se tiendra à Bruxelles, du 20 au 21 octobre, Paule Etogo explique, dans cette interview, les grandes lignes de cet événement auquel prendra notamment part Julien Paluku, ministre de l’Industrie de la République démocratique du Congo.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.): La huitième édition du RAF se concentrera sur l’attractivité du continent. Pourquoi le choix de cette problématique ?

Paule Etogo (P.E.): C’est vrai qu’au regard de l’intérêt soudain des puissances économiques vers l’Afrique, il peut paraître paradoxal de consacrer l’édition 2022 du RAF à la problématique de l’attractivité du continent. Celle-ci étant visiblement manifeste. Toutefois, il y a un hic. En effet, l’un des principaux inconvénients de cette attractivité classique de l’Afrique, pour le dire de façon lapidaire, c’est que le continent demeure comparable à la vache à lait, dont l’existence n’a de sens et d’utilité pour les bénéficiaires que tant qu’elle produit du lait. La question est donc de savoir comment sortir l’Afrique de cette attractivité vachère, à géométrie variable, dépourvue de véritables perspectives pour son développement socio-économique ? Comment construire, en effet, une authentique attractivité, celle d’un acteur économique qui développe des stratégies visant à attirer des partenaires, non plus pour extraire et exporter ses ressources à l’état brut, mais pour les extraire et les transformer lui-même avant utilisation ou exportation. Seuls les pays qui vont arriver à développer des industries locales compétitives et donner ainsi de la valeur ajoutée à leurs matières premières pourront réellement tirer profit de cette attractivité. C’est à la lumière de ces exigences que la huitième édition du RAF se donne pour ambition d’analyser globalement les stratégies (ou l’absence de stratégies) d’attractivité des pays africains, de répertorier les bonnes pratiques éprouvées et de formuler des recommandations à l’usage

des États et des acteurs non étatiques, investisseurs, banques, assureurs, entreprises et autres experts, etc., qui seront réunis à Bruxelles, le 21 octobre 2022.

L.C.K. : Quelle sera la particularité de cette édition du RAF post-covid ?

P.E. : Pour cette édition post-covid, nous avons premièrement l’ancrage institutionnel du RAF. En effet, après la mythique salle gothique de l’hôtel de ville de Bruxelles en 2019, c’est autour de l’emblématique hémicycle du parlement de la communauté française de Belgique d’accueillir le RAF. Sa huitième édition se déroulera dans l’enceinte réservée au vote des lois de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Un symbole supplémentaire de l’ancrage institutionnel du RAF, considéré comme le plus grand forum économique en Belgique consacré à l’Afrique. Mais aussi symbole du partenariat renouvelé, décomplexé entre la Belgique et l’Afrique.

Ensuite, nous aurons, comme à l’accoutumée, des speakers de haut vol. C’est notamment le président de la République de Sierra Leone, des ministres d’Etat belges, le ministre de l’Industrie de la République démocratique du Congo, Julien Paluku. Outre ces acteurs politiques de premier plan, le RAF aura également des technocrates hors pair comme orateurs de marque : Sidi Ould Tah, directeur général de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique; Simon Tiemtore, président de Liliam capital & Vista bank group; Anthony Nkinzo, directeur de l’Agence congolaise pour la promotion des investissements; ainsi que Wankele Mene, le secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine,



pour ne citer que ceux-là.

L.C.K. : Le RAF est centré sur l’amélioration de l’image de l’Afrique et une promotion plus effective de ses atouts. Quelles sont les améliorations que vous avez observées depuis son lancement ?

P.E. : L’une de nos fiertés est d’avoir réussi à mettre en lumière, à travers les Rebranding Africa Awards, des innovateurs technologiques qui sont désormais des repères et des lanternes qui éclairent le chemin de notre développement commun. Certes, beaucoup de travail reste à réaliser, mais nous pouvons louer les pas accomplis qui, de notre point de vue, s’inscrivent comme des avancées dans cette quête vers un meilleur devenir de notre continent. Le nombre des sponsors qui ne cesse d’augmenter au fil des années en est un bel

exemple. Nous sommes partis de huit sponsors, quatre partenaires, dix médias en 2014 pour une trentaine des sponsors, partenaires et médias en 2021. Sans oublier de mentionner qu’en sept années, nous avons été aussi témoins de plusieurs succès qui renforcent notre optimisme. A titre de rappel, lors du RAF 2018, la Société internationale islamique de financement du commerce a annoncé d’importantes initiatives, notamment la signature d’un accord-cadre de 1,5 milliard de dollars avec le gouvernement du Burkina Faso. Le RAF a également servi de plateforme pour le lancement du Programme d’appui aux petites et moyennes entreprises en Afrique de l’Ouest afin d’améliorer l’accès au financement. Ces résultats encourageants entretiennent notre détermination à continuer.

L.C.K. : En dehors de l’événement annuel, comment se décline autrement le RAF ? Organisez-vous d’autres activités ?

P.E. : Nous ne sommes pas de tout repos à la clôture d’une édition du forum. Croyez-moi, organiser un forum de cette envergure est un travail de longue durée qui se façonne à l’année. C’est ainsi que la préparation du prochain RAF commence au-lendemain de la fin d’une édition. Nous sommes fiers et chanceux d’avoir une équipe fidèle, présente depuis le début de l’aventure en 2014 et qui est maintenant aguerrie.

L.C.K.: Après huit ans d’existence, quelles sont les innovations à apporter au RAF et quels sont vos projets ?

P.E. : Une entreprise humaine est toujours perfectible. Le RAF est un rendez-vous jeune, qui s’est institutionnalisé dans la foulée de sa création et qui suscite un certain engouement sur le continent et en Europe. Avec les sept premières éditions et celles à venir, le RAF voudrait continuer à affirmer son leadership sur les grandes problématiques qui sous-tendent le développement et l’émergence du continent. Nous sommes persuadés que c’est ainsi que nous arriverons à développer des partenariats Nord-Sud, Sud-Sud, gagnant-gagnant dont a besoin l’Afrique pour son épanouissement économique et social. L’enjeu pour nous reste et restera toujours la nécessité de briser les nombreux biais cognitifs qui caractérisent le regard porté sur les pays africains et de construire et/ou renforcer de la confiance des partenaires, des bailleurs de fonds et des investisseurs pour un développement durable inclusif.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENT

Une question de vie et de mort

Alors que se tient les 3 et 4 octobre à Kinshasa en République démocratique du Congo, une réunion préparatoire à la COP27, le chef de l’ONU a invité les pays industrialisés à redoubler d’efforts pour combattre le changement climatique et aider les plus vulnérables. *“Le chaos climatique avance au galop, mais l’action climatique, elle, est au point mort”*, a déclaré Antonio Guterres, égrenant la liste des récents désastres : inondations au Pakistan, coupures de courant à

Cuba, dégâts aux Philippines, été le plus caniculaire jamais enregistré en Europe depuis 500 ans, ouragan Ian aux Etats-Unis, etc. Le secrétaire général de l’ONU a mis les pays développés devant leurs responsabilités, critiquant le retard et les carences des engagements collectifs des gouvernements du G20, qui compromettent les chances de limiter l’augmentation de la température mondiale à deux degrés Celsius supplémentaires et encore moins d’atteindre l’objectif de 1,5 degré.

Pour Antonio Guterres, *«c’est une question de vie et de mort»*, il a appelé à un compromis révolutionnaire, au niveau quantique», entre les économies développées et émergentes. Le patron des Nations unies exhorte les dirigeants du monde entier à intensifier leurs actions concrètes pour le net zéro climatique, «un impératif moral» pour la COP27 qui doit se dérouler à Charm el-Cheikh, en Egypte, en novembre. A défaut, il y voit un facteur de perte de confiance et un test de crédibilité pour l’en-

gagement des pays développés et émergents à alléger le fardeau climatique qui pèse sur les nations les plus vulnérables. Présente à Kinshasa, la vice-secrétaire générale de l’ONU, Amina Mohammed, a souhaité que ce travail préalable débouche sur une action lors de la COP27, et ne soit pas «une nouvelle discussion sans issue». Antonio Guterres a appelé les pays développés à plus de clarté sur la réalisation de leur promesse de 100 milliards de dollars par an pour soutenir l’action climatique

dans les pays en développement et a sollicité des preuves sur la façon dont ils doubleront à au moins 40 milliards de dollars le financement de l’adaptation climatique en 2025, comme convenu à la COP26 de Glasgow. Il a également invité les institutions financières à revoir leur modèle économique et leur approche de la notion de risque. “Sur tous les fronts climatiques, la seule solution est une action décisive et solidaire”, a conclu le secrétaire général des Nations unies.

Noël Ndong



Allianz Congo Assurances

désormais

SUNU Assurances



Pointe-Noire, entrée Tchikobo
Tél. : 05 601 12 00

Brazzaville, Imm. Yoka Bernard
La Coupole - Tél. : 05 012 95 54



NÉCROLOGIE

Les enfants Ottino, Guillaume, Pascale, Fanny, Arnold, Kevin, Princillia, Victor ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père Pascal Ottino «Le Grand», survenu le 25 septembre 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n° 15 de la rue Bayas à Poto-Poto. La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement.



La grande famille de Conseimmo Etude S.I collaborateur des Dépêches de Brazzaville, Julie Ntangou, la famille kikouta (Princillia, Bob et Lolo) ont la profonde douleur d’annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur soeur Stella Kikouta, agent de la BGFIBank, survenu le 1er octobre 2022 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°54 de la rue Jolie à Bacongo. La date de l’inhumation sera communiquée ultérieurement.

ADJONCTION DE NOM

Je m’appel Bouanga Fresnel Dalda et je souhaite m’appeler désormais Nsafou Bouanga Fresnel Dalda. Toute personne justifiant d’un intérêt légitime pourra s’opposer dans un délai de trois mois



ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN
OU



SCANNEZ
LE QR CODE

Connectez votre maison à Internet jusqu'à l'illimité avec MTN Ndako



Choisissez le forfait qui vous convient

Forfaits Ndako	Coût	Vitesse	Bonus
55 GB	18 000 Fcfa	10 Mbps	-
210 GB	28 000 Fcfa	15 Mbps	1GB + 30 min*
illimité	32 000 Fcfa	20 Mbps	2GB + 60 min*
illimité +	40 000 Fcfa	50 Mbps	2GB + 120 min*

* Bonus **forfait internet et minutes d'appels offerts** sur votre **numéro mobile**

MTN Ndako, votre box Internet prête à l'utilisation **permet** de vous connecter partout où que vous soyez au Congo.

CONSERVATION DE LA NATURE

Le jardin botanique de Kisantu se mobilise pour accroître les ressources

Le jardin botanique de Kisantu veut jouer un rôle dans la lutte contre le changement climatique.

« Avec une gamme variée d'espèces dont une palmeraie de (127 espèces), un arboretum de 200 espèces indigènes, une serre des plantes succulentes (147 espèces), une collection d'orchidées ... », le jardin botanique de Kisantu, situé au Kongo Central, fait partie des merveilles de la République démocratique du Congo (RDC). Face aux méfaits du changement climatique, ce parc touristique et scientifique, fondé par le père jésuite Justin Gilet en 1900, tient à jouer un rôle déterminant avec ses 225 hectares. C'est en substance ce qu'a indiqué récemment le directeur général de ce site, Erikson Malueki Toko. Ce dernier a souligné que ce patrimoine congolais regorge de plu-

sieurs essences qui contribuent à la protection de la nature. Il convient de noter que le jardin botanique de Kisantu est placé sous la tutelle de l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN) et jouit d'une autonomie de gestion. « Face aux enjeux de l'heure, la RDC qui se mobilise comme pays solution pour contrer le réchauffement climatique ne peut compter que sur la préservation de ses forêts et aires protégées », indique-t-on. Le jardin botanique de Kisantu tient à mobiliser des ressources tant internes qu'externes. C'est dans cette logique qu'il construit depuis quelques temps des chalets bien équipés pour le repos des artistes, a soutenu



Erikson Malueki. Cette initiative, a-t-il indiqué, permettra au jardin botanique d'assurer l'autofinancement en améliorant le cadre d'accueil. Pour rappel, tout est parti d'un accord signé en 2004 dans le cadre du programme de « Renforcement des ca-

pacités de gestion de l'ICCN et appui à la réhabilitation d'aires protégée en RDC », financé par l'Union européenne. Cet appui a permis au jardin botanique de réhabiliter sa serre des plantes succulentes tout comme la rénovation de ses

bâtiments afin d'améliorer ses capacités d'accueil. Tout en permettant ainsi à ce site touristique et scientifique d'assurer des formations en botanique et de sensibiliser le public à la conservation de la nature.

Martin Engimo

FARDC

Christian Tshiwewe nommé chef d'état-major général

Le lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha, 54 ans, est le nouveau chef d'état-major général des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), nommé le 3 octobre 2022 par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi.

Le nouveau chef d'état-major général des FARDC remplace Célestin Mbala Munsense, en fonction depuis et listé parmi les officiers militaires en attente d'entrer à la retraite. Il est le seul haut gradé de l'armée à avoir été promu lieutenant-général. Alors général major, il avait été promu en 2020 à la tête de la Garde républicaine, succédant à Ilunga Kampete étant sous les sanctions de l'Union européenne. Au moment de sa nomination pour assurer la sécurité du chef de l'Etat, il y avait de fortes tensions entre ce dernier et son prédécesseur Joseph Kabila, avec notamment la rupture de l'alliance entre la plateforme présidentielle Cap pour le changement et le Front commun pour le Congo. Présenté comme un collaborateur loyal, confiant et réservé, le lieutenant-général Christian Tshiwewe Songesha, originaire du Grand Katanga (comme son prédécesseur à ce poste), bénéficierait de la confiance du président Félix Tshisekedi. Diplômé de la deuxième promotion du Collège des hautes études de stratégie et de défense, tout en ayant fréquenté certaines écoles régionales, Christian Tshiwewe a gravi les échelons de la hiérarchie de l'armée sous l'ancien président de la République, Joseph Kabila.



Le lieutenant général Christian Tshiwewe, nouveau chef d'état-major général de l'armée congolaiseDR

Il arrive à la tête de l'état-major général de l'armée à un moment crucial, caractérisé par l'occupation depuis quatre mois de la cité de Bunagana, au Nord-Kivu, par les rebelles du M23; l'insécurité ambiante dans l'Est du pays; l'arrestation de certains hauts gradés des FARDC. Il doit relever tous ces défis.

Autres nominations...

Dans la foulée des nominations, l'on note celle du général Léon Richard Kasongo et porte-parole de l'armée, promu chef d'état-major général adjoint, en charge de l'administration et la logistique. Quant au général Ephraïm Kabi Kiriza, ancien numéro trois de la Garde républicaine, il devient le chef de cette unité spéciale de l'armée chargée de la sécurité du président de la République. Il reprend donc le tablier de Christian Tshiwewe à la tête de cette unité. Le général de brigade Thierryson Inengeli Baka est désigné commandant adjoint de la Garde républicaine, chargé des opérations et renseignements, et le général de brigade Désiré Muluma Kabanangi est adjoint en charge de l'administration et logistique. L'état-major de la Garde républicaine sera commandé par le colonel Eric Maloba Mwila.

Martin Engimo

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Un atelier national de validation du rapport des diagnostics du SNAT

Le ministère de l'Aménagement du territoire organise du 5 au 7 octobre à Kinshasa, partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), un atelier national de validation du rapport des diagnostics sectoriels et spatiaux du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) et des guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire (PPAT et PLAT).

L'objectif principal de l'atelier est de valider le rapport des diagnostics sectoriels et spatiaux en vue de la réalisation du SNAT et des guides méthodologiques pour la réalisation des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire. Spécifiquement, il sera question d'analyser les versions revues par la firme Studi international du rapport des diagnostics sectoriels et spatiaux en vue de la réalisation du SNAT; des guides méthodologiques pour la réalisation des plans provinciaux et locaux d'aménagement du territoire. L'atelier permettra donc d'obtenir le consensus des différentes parties prenantes impliquées dans le processus de la



Me Guy Loando

réforme de l'aménagement du territoire sur les deux documents. Près de cent cinquante experts provenant des institutions et services sectoriels du gouvernement central, des établissements publics, des provinces, des universités et centres de recherche, des organisations de la société civile, du monde des affaires et partenaires techniques et financiers prendront part à cet atelier. La cérémonie d'ouverture, ce 5 octobre, sera présidée par le ministre d'Etat, de l'Aménagement du territoire, Guy Loando Mboyo, en présence du représentant résident du PNUD en République démocratique du Congo et du se-

crétaire général à l'aménagement du territoire. L'organisation de cet atelier marque encore une avancée dans le processus de la réforme de l'aménagement du territoire. En effet, la validation du rapport des diagnostics sectoriels et spatiaux permettra de lancer les travaux proprement dits de l'élaboration du SNAT. Quant à la validation des guides méthodologiques, elle ouvre la voie aux provinces d'entamer le processus d'élaboration de leurs plans d'aménagement du territoire et de superviser la réalisation des plans provinciaux d'aménagement du territoire.

Blandine Lusimana

AIDE HUMANITAIRE

Le Rifa à la rescousse dans deux hospices de vieillards

Une délégation du Réseau international francophone des aînés (Rifa), conduite par sa secrétaire générale Berthe Mayani, a visité, le 1er octobre à Kinshasa, le home de vieillards de Kabinda, dans la commune de Lingwala, et l'hospice Bolingo Kiwanuka, dans le quartier Kingabwa, à Limete. C'était à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées.

En plus de l'amour et de l'affection apportés aux pensionnaires des deux maisons qui abritent des personnes âgées, l'équipe de Rifa a également amené, dans sa gibe-cière, des produits de première nécessité à leur bénéfice. Il s'est agi des sacs de riz, de semoule de maïs et de sucre, des cartons de poissons salés, des poulets et des savons ainsi que du lait, des bidons d'huile de table et des paquets de jus et des pampers, etc. Expliquant le sens de ce geste, Berthe Mayani a indiqué que la présence de la délégation du Rifa dans ces deux hospices des vieillards n'était pas seulement pour apporter l'aide mais entraînait également dans le cadre de la lutte que mène cette organisation pour l'amélioration des conditions des personnes de troisième âge. « Nous luttons pour qu'elles restent actives le plus longtemps possible. C'est dans cette optique que nous initions, dans le cadre du plaidoyer que nous menons en leur faveur, des projets pour l'amélioration de leurs conditions qui puissent leur permettre de vivre le plus longtemps possible », a souligné la secrétaire générale du Rifa. Elle a indiqué que la fête va au-delà du 1er octobre, étant donné qu'il y a un plaidoyer qui vise l'amélioration des conditions de vie des personnes de troisième âge.

De l'aide qui tombe à point nommé

Cette délégation du Rifa a été accompagnée par le directeur national des homes et hospices des vieillards de la République démocratique du Congo, Robert Malueki Saya, ainsi que d'une conseillère du ministre des Affaires sociales. L'occasion pour ce dernier de louer ce geste posé par le Rifa en faveur de ces deux maisons qui hébergent et encadrent les personnes âgées à Kinshasa. Ce geste a également été salué par la gestionnaire du home de Kabinda, Cécile Kombi Bongongo, et le responsable de l'hospice Bolingo Kiwanuka, le père Kevin



La présentation de l'aide aux responsables des hospices et hommes de vieillards, à Kabinda/Adiac

Serge Vumi, qui est également curé de la paroisse Saint Achille Kiwanuka. « Aujourd'hui, nous célébrons la Journée internationale du troisième âge. Nous profitons de cette occasion pour remercier tous les membres de cette organisation non gouvernementale qui ont pensé à fêter avec ces personnes de troisième âge, en leur apportant ces cadeaux et en faisant leur joie en ce jour spécial qui leur est dédié », ont souligné ces deux responsables.

Des individus encore actifs

Le directeur national des homes et hospices des vieillards, Robert Malueki, a relevé l'ambition de la structure qu'il coordonne et du ministère des Affaires sociales de faire des personnes de troisième âge des individus actifs. A l'en croire, il y a des projets qui sont en train d'être montés pour atteindre cet objectif. Cette vision est également soutenue par la Rifa qui lutte pour l'amélioration des conditions de ces personnes de troisième âge, ainsi que ces maisons qui les hébergent et encadrent. « Les vieillards ne sont pas un fardeau mais une richesse pour nous. Ce sont nos

papas et nos mamans qui se sont sacrifiés pour nous. C'est à nous de leur rendre l'ascenseur et de les prendre en charge en nous occupant d'eux. Il faut nous dire qu'ils sont encore utiles et peuvent encore servir », a souligné le responsable de l'hospice Bolingo Kiwanuka. Les personnes âgées sont, a indiqué la secrétaire générale du Rifa, détentrices des savoir-vivre et savoir-être, des connaissances qu'elles peuvent transmettre aux générations montantes. Elles peuvent encore être actives et capables de travailler si on leur donne l'occasion. « C'est pourquoi, nous initions des projets dans ce sens. On doit faire en sorte que la législation et les mœurs comprennent qu'il y a des changements radicaux à mener pour l'amélioration des conditions des personnes de troisième âge », a souligné Berthe Mayani. Cette présence de Rifa et de toutes ces personnalités a fait la joie des pensionnaires de ces deux maisons des vieillards, qui l'ont manifestée par leurs gestes et leurs cris ainsi que les mots adressés à ces bienfaiteurs.

Lucien Dianzenza

SANTÉ

Campagne de consultations gratuites des lésions de hanche et de genou

Tout premier centre orthopédique de la capitale, Kinshasa orthodaepic center (KOC) va organiser, du 10 au 20 octobre, une campagne de consultations gratuites des lésions de hanche et de genou.

Spécialisé en maladies de la hanche et du genou, KOC va lancer le pré-enregistrement de la campagne à partir du 6 octobre, au n°398 de l'avenue de la Révolution, dans la commune de Limete, non loin de Kin-Marché. La population est invitée à venir aux consultations gratuites pendant dix jours. KOC est une initiative du Dr Toussaint Banonoko. Cet établissement hospitalier est spécialisé dans la traumatologie orthopédique (chirurgie des os et des musculatures). Sa mission est d'offrir des soins orthopédiques simples et complexes à la population de Kinshasa. A l'inauguration du centre, le Dr Toussaint Banonoko affirmait qu'il va se charger aussi des malades dans d'autres domaines pour des investigations, notamment de laboratoire, de l'imagerie médicale, de kinésithérapie et la prise en charge des plaies chroniques. Le centre dispose d'une capacité de départ de quinze lits et s'équipe de matériels modernes au standard international pour répondre aux nombreux besoins des patients. Il s'avère une opportunité de simplification de transferts inopportuns et coûteux à l'étranger des malades congolais. Des médecins spécialistes et de renommée internationale sont mis à disposition pour administrer des soins appropriés aux malades en détresse, a assuré le Dr Toussaint Banonoko. Quatre mois après son installation, KOC lance donc une campagne significative et louable des consultations gratuites pour la population kinoise.

M.E.

CONCOURS INTER-RÉGIONAL « MON IDÉE, MON ENTREPRISE »

Les universités de Lubumbashi et de Kinshasa se démarquent

Le projet « Aquaponie maraîchère à Lubumbashi », présenté par le médecin vétérinaire André Okeke; « Lobiko », porté par le médecin stagiaire Séphora Kapinga; et « La fleur » de l'étudiante en agronomie Élie Mbeki de l'Université de Kinshasa (Unikin) sont les trois meilleurs projets retenus en finale de la compétition organisée en deux phases, les 23 et 26 septembre, à l'Agence universitaire francophone (AUF) de Kinshasa.



Séphora Kapinga présentant l'application « Lobiko » au jury / Adiac

En sa qualité de lauréat national du concours, André Okeke devrait représenter la République démocratique du Congo (RDC) à la finale inter-régionale (Afrique de l'Ouest ainsi qu'Afrique centrale et Grands Lacs), prévue du 10 au 14 octobre à Lomé, au Togo. Les jurys conjoints des Campus numériques francophones (CNF) de Kinshasa et Lubumbashi ont définitivement tranché sur le sort des six participants à la finale nationale organisée le 26

septembre. Sur les trois meilleurs candidats de la première étape tenue pour la phase ultime au niveau local à Kinshasa, deux ont aussi franchi le second cap. Élie Mbeki, déjà première sur le podium à la finale régionale ayant réuni les universités et instituts supérieurs de Kinshasa et Goma, le 23 septembre, était suivie de Séphora Kapinga. Les deux lauréates se sont retrouvées, en ordre inversé, sur le podium de la grande finale devancées par André

Okeke, l'un des trois candidats alignés par Lubumbashi. Élie Mbeki était pourtant déjà bien partie. Sa présentation avait à l'unanimité convaincu le jury vu que son projet « La fleur », spécialisé dans la transformation d'épices en bouillons culinaires, était plébiscité meilleur sur les vingt et un proposés le 23 septembre. La future ingénieure en agronomie était talonnée par Séphora Kapinga dont l'application « Lobiko », censée contribuer à accroître la

qualité des soins en zone rurale, avait également fait mouche. Écarté du podium à la finale, Moïse Mugomoka, étudiant à l'Institut supérieur d'informatique et de gestion de Goma, avait pourtant lui aussi séduit le jury de Kinshasa. Proposé comme alternative sûre aux extensions de cheveux synthétiques habituels assez prisés par les Congolaises, ses extensions 100% végétales et biodégradables en feuilles de bananier de « Malikiya bio hair », son projet n'est pas passé en finale nationale.

Premier prix : un million de FCFA

Les deux épreuves tenues les 23 et 26 septembre, dans le cadre du concours inter-régional « Mon idée, mon entreprise », avait mis en compétition les étudiants des universités membres de l'AUF de la RDC, avait souligné le Pr Kassoro, président du jury. Ils étaient en lice pour représenter la RDC à la finale inter-régionale (Afrique de l'Ouest ainsi que l'Afrique centrale et Grands Lacs). A savoir que « Mon idée, mon entreprise » est organisé par les directions régionales Afrique centrale et Grands Lacs ainsi que d'Afrique de l'Ouest de l'AUF.

Le concours était ouvert aux étudiants régulièrement inscrits au cours de l'année académique 2020-2021 ou 2021-2022. Ce, a rappelé René Galekwa du CNF de Kinshasa, dans « le but de promouvoir et de susciter l'esprit d'entrepreneuriat en milieu universitaire ». Offrant dès lors aux candidats issus des établissements membres de l'AUF « l'opportunité et les moyens de transformer leurs idées en projet d'entreprise », avait-il encore précisé. A l'instar des autres lauréats des différentes institutions d'études supérieures en lice dans leurs pays respectifs, le lauréat national André Okeke va concourir à la finale inter-régionale (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale ainsi que Grands Lacs) comme susmentionné. L'AUF renseigne que « les deux lauréats à l'issue de la finale inter-régionale recevront chacun une enveloppe financière d'une valeur d'un million de FCFA (1 500) pour le premier et de sept cent cinquante mille FCFA (1 144) pour le deuxième ». Ces prix, précise-t-on, « seront remis pendant la semaine mondiale de la Francophonie scientifique qui aura lieu du 26 au 28 octobre 2022 en Egypte ».

Nioni Masela

CHAN ALGÉRIE 2023

La RDC, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et l'Ouganda dans le groupe B

La République démocratique du Congo (RDC) va s'opposer au Sénégal, à la Côte d'Ivoire et à l'Ouganda dans le groupe B, à la septième édition du Championnat d'Afrique des nations (Chan) de football, prévue l'année prochaine en terre algérienne.

La Confédération africaine de football (Caf) a procédé, le 1er octobre à Alger, au tirage au sort des équipes qualifiées pour la phase finale de la septième édition du Chan, qui se déroulera du 13 janvier au 4 février 2023 en Algérie. Les Léopards A' de la RDC, tombeurs des Sao du Tchad, se retrouvent dans le même groupe que les Eléphants de la Côte d'Ivoire, les Lions de la Teranga du Sénégal et les Cranes d'Ouganda. Quelques membres du staff technique des Léopards locaux ont assisté à la cérémonie du tirage au sort, entre autres, le sélectionneur Otis Ngoma Kondi, José Ntumba Ngandu ainsi que le président par interim de la Fédération congolaise de football association, Donatien Tshimanga. Double vainqueur de cette compétition (2009 et 2016), les Léopards locaux partent favoris

dans ce groupe même s'ils avaient été absents lors de la sixième édition. La Côte d'Ivoire, pour sa part, a loupé quatre éditions de ce tournoi. Quant à l'Ouganda, elle n'a jamais passé la phase des poules du Chan. Pays hôte, l'Algérie est la favorite de son groupe aux côtés de la Lybie, de l'Éthiopie et du Mozambique. Tenant du titre, le Maroc jouera dans son groupe contre le Soudan, le Madagascar et le Ghana. Finaliste malheureux de la dernière édition du Chan, le Mali est dans le groupe D avec la Mauritanie et l'Angola. Le Cameroun, pour sa part, est dans le groupe E avec le Niger et le Congo Brazzaville, deux quart-finalistes des deux précédentes éditions. Pour la première fois, ce Chan réunira dix-huit équipes au lieu de seize comme avant.

Martin Engimo

SAISON 2022-2023

Les quatre premières journées du championnat national de football

La Ligue nationale de football a rendu public le calendrier des quatre premières journées de la 28e édition du championnat national Ligue 1, qui s'annonce disputé, car les clubs engagés ont pratiquement tous renforcé leurs effectifs et leurs staffs techniques, nourrissant des ambitions pour le titre ou les places qualificatives aux compétitions africaines interclubs. Champion en titre, le Tout Puissant Mazembe n'entend pas laisser filer le sacre. Le championnat démarre officiellement le week-end prochain avec les matches entre le CS Don Bosco de Lubumbashi et la Jeunesse sportive Groupe Bazano de la même ville. À Kolwezi, l'AS Simba accueillera Lubumbashi Sport, le 8 octobre, et le 9 octobre, Maniema Union offrira son hospitalité au FC Renaissance du Congo, une équipe de Kinshasa. Les clubs congolais disputant les compétitions africaines interclubs, notamment Tout Puissant Mazembe et le FC Saint-Eloi Lupopo de Lubumbashi, ainsi que l'AS V.Club et le Daring Club Motema Pembe de Kinshasa débiteront le 28e championnat national de football le week-end du 19, 20 et 22 octobre, indique-t-on.

M.E.

FOOTBALL

Doublé de Bakambu avec Olympiakos en Grèce, Meschak Elia buteur en Suisse

Après la rupture de son contrat à l'amiable avec l'Olympique de Marseille, Cédric Bakambu fait déjà parler de lui en Grèce. Il a été l'artisan de la victoire de l'Olympiakos de Pirée face à Atromitos. L'attaquant international congolais a signé le doublé victorieux de son nouveau club, le 2 octobre, à l'occasion de la sixième journée du championnat grec.

Figurant dans le onze de départ, l'ancien buteur de Villarreal, en Espagne, et de Beijing Gouan, en Chine, a marqué juste avant la pause sur penalty, avant d'inscrire le second but à la 68e mn sur une passe de l'ancien international français, Mathieu Valbuena. Il a cédé sa place à la 72e mn à Aboubacar Kamara. Vainqueur grâce à ces deux buts de Cédric Bakambu, Olympiakos retrouve provisoirement la deuxième place au classement avec onze points, derrière le rival Panathinaïkos invaincu après cinq sorties. Le coéquipier de Bakambu en sélection, Meschak Elia, a également été buteur avec Bsc Young Boys de Berne face à Lucerne, dans le championnat suisse. Young Boys l'a emporté par deux buts à un et l'ancien joueur du Tout puissant Mazembe de Lubumbashi a signé son cinquième but de la saison, toutes compétitions confondues. L'on rappelle que Meschak Elia



revient du stage des Léopards à Casablanca à l'occasion de la trêve internationale. Il a été buteur contre la Sierra Leone lors

de la victoire de la République démocratique du Congo par trois buts à zéro. Ce stage a été le premier contact



entre les joueurs et le nouveau sélectionneur des Léopards, Sébastien Desabre. Bakambu, qui venait d'arriver à Olympiakos,

n'avait pas pu se libérer pour ce rassemblement, bien qu'étant sur la liste des joueurs retenus.

Martin Engimo



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

LITTÉRATURE

Le livre «L'université de la forêt» présenté officiellement à Paris

L'ouvrage de Sorel Eta, «L'université de la forêt», paru aux Presses universitaires de France (PUF), a fait l'objet d'une présentation conjointe à l'Auditorium de la Halle Pajol de l'auberge de jeunesse Paris Yves Robert, dix-huitième arrondissement, par les collaborateurs du PUF, Paul Garapon, directeur éditorial, Dominique Bourg, et Sophie Swaton de la Collection «Terres Nouvelles».

Le 1^{er} octobre, en préambule de la présentation officielle de «L'université de la forêt», deux auteurs ont témoigné pour leur bonne collaboration avec la « Collection Nouvelles Terres ». Dans la même lancée, cette rencontre littéraire a été l'occasion, en grande partie, de rappeler que les temps de l'arrogance occidentale sont terminés. Les connaissances technoscientifiques dont l'occident était si fier n'ont empêché ni l'empoisonnement de l'environnement ni la menace climatique, ni l'effondrement du vivant ni l'affaiblissement des démocraties, ni un sentiment diffus et général de perte de sens. « Il nous faut inventer des manières plus solides et durables d'habiter la Terre ; et pour réinventer ensemble notre monde, nous avons beaucoup à apprendre des autres, dans le respect mutuel et avec l'humilité nécessaire. Dans cette collection s'expriment à la première personne des témoins aux origines géographiques et aux parcours culturels très différents », ont rappelé Dominique Bourg et Sophie Swaton. Puisqu'il était question de donner la parole aux témoins, Sorel Eta, en tant qu'autodidacte, s'est retrouvé chez les Aka en 1996. En plein habitat forestier, il avait dé-

couvert une grande école, qui se différencie de l'école conventionnelle par des méthodes d'apprentissage propres à l'université de la forêt, et de l'écriture et la lecture pour l'école conventionnelle, liant observation, écoute et initiation appropriées. *« J'ai appris beaucoup de choses qui ont participé au fait que je devienne ethnologue. Je ne suis pas diplômé d'université mais autodidacte, j'ai commencé à apprendre cela juste après mon baccalauréat. C'est une expérience que beaucoup de gens peuvent vivre. À l'université de la forêt, il y a des choses que nous pouvons apprendre et non à l'université conventionnelle. Donc, c'est pour moi une façon de sauvegarder cette école qui fait partie des richesses de l'humanité parce que, si d'un côté on a l'université conventionnelle et de l'autre l'université de la forêt, cela fait partie de la diversité, et nous savons tous que la diversité est une richesse »*, a-t-il expliqué.

L'histoire d'une amitié réciproque
De ses vingt-six ans d'observation, d'écoute et d'initiation, il a cautionné ces acquis dans un livre qui constitue désormais l'histoire



Sorel Eta lors de la séance de dédicace de son essai «L'Université de la forêt à Paris», octobre 2022/Vanessa NG

d'une rencontre, celle de l'auteur avec les Aka. Dans ce qui s'apparente à une introduction progressive à la culture du peuple Aka, lui est un Bantou, ethnie dominante, eux les Aka, peuple autochtone de la forêt du nord de la République du Congo. C'est aussi l'histoire d'une amitié réciproque enjambant les préjugés de part et d'autre.

C'est encore celle d'une aventure commune car l'auteur a créé, avec ses amis du peuple autochtone, un groupe musical se produisant sur la scène internationale, Ndima. La population autochtone est, en effet, connue pour sa polyphonie, aussi savante qu'émouvante. C'est enfin la découverte progressive de l'art de vivre en forêt des Aka.

On en apprend beaucoup sur leur art de la chasse, de la cueillette du miel sauvage, sur leurs croyances, les relations hommes-femmes, leur usage parfois choquant de la magie, leur art bien spécial de dépasser tout le monde en forêt... L'auteur alerte sur le fait que cette culture est fragile et menacée de tous côtés. Au-delà de la découverte de l'art de la navigation en forêt des Aka, il invite le lecteur à vouloir s'inspirer autant que possible de ce qu'il appelle l'«Université de la forêt». Pour clore cette présentation, le groupe Ndima s'est produit avec son répertoire de chants de scène de vie courante, suscitant auprès d'un public cosmopolite, venu nombreux, un sentiment mêlé d'étrangeté et de profonde familiarité dans une salle comble avec la présence de la mère de l'auteur, des écrivains Noël Kodia-Ramata et Marien Fauney Ngombé, des journalistes Hordel Biakoro et Marvyne Loti Loutonadio, de la consultante musique, culture et relations internationales, Marie Audigier, de professeurs chercheurs et de plusieurs personnalités du monde de l'art et universitaire.

Marie Alfred Ngoma

ATELIERS VACANCES DE PEINTURE

Un moment particulier d'apprentissage et de partage

Ouverte le 4 juillet dernier, la deuxième édition des ateliers vacances de peinture, initiée par le musée Cercle africain à l'intention des enfants de 8 à 16 ans, a pris fin le 1er octobre avec la cérémonie de remise de certificats de participation aux apprenants.

Près d'une cinquantaine d'enfants a pris part aux ateliers de vacances de peinture, organisés par le musée Cercle africain afin de les éloigner de l'oisiveté, mais aussi pour leur apprendre à se familiariser avec le crayon et le pinceau, outils nécessaires en dessin et en peinture, a dit Chardin Alphonse Nkala, président du comité culturel du musée Cercle africain. Il a remercié la société Eni Congo qui a mis à la disposition de la population le musée Cercle africain, haut lieu de la culture et du savoir, les bienfaiteurs, les bénévoles, les partenaires et sponsors qui ont contribué à la réussite de cette activité. «La peinture contribue à la formation de l'humain. Ces ateliers que nous organisons depuis deux ans permettent aussi de découvrir le talent qui sommeille chez les enfants. Bien suivis, demain ils peuvent en faire un métier et devenir pourquoi pas des futurs grands peintres du pays à l'instar de



Photo de famille après la remise des certificats de participation aux enfants/Adiac

Marcel Gotène, Emile Mokoko, Trigo Piula, Remy Mongo Etsion ». Il a ajouté qu'à partir de l'année prochaine, ces ateliers vacances seront élargis à d'autres disciplines telles les arts dramatiques, la danse, l'écriture (roman, théâtre ou nouvelle). Pendant trois mois, les peintres-formateurs Guillaume Makany et Ange Luttera Nzaou ont partagé leur expérience aux enfants en leur apprenant à colorer les dessins, à faire la

synthèse des couleurs et à s'accomoder aux autres fondamentaux utiles en peinture. « Ces ateliers ont été un moment particulier d'apprentissage et de partage puisque nous avons appris les principes essentiels en dessin et peinture. Ils ont été aussi un moment de rencontres avec d'autres enfants, créant ainsi des amitiés profitables à l'avenir. Nos remerciements vont à l'endroit du musée Cercle afri-

cain pour cette louable initiative, aux encadreurs pour leur disponibilité et professionnalisme et aux parents qui ont compris l'intérêt que revêt la pratique de la peinture pour les enfants. Nous espérons qu'ils créeront les conditions pour notre retour au musée l'année prochaine », a dit Emma Noëlle Kengué, s'exprimant au nom de tous les enfants qui ont participé aux ateliers vacances.

Traduisant la joie et la gaieté d'avoir passé de merveilleux moments avec les enfants lors de cet apprentissage en peinture, Ange Luttera Nzaou, au nom du collectif des encadreurs, a dit: « Le dessin est le premier langage avant l'écriture. il est présent partout dans notre quotidien (habits, voiture, maison ou chaise...). Ne sous-estimons pas le talent de nos enfants, nous devons continuer à les former pour que soient consolidées et approfondies les notions apprises cette année. Avec un peu de volonté ajouté à leur talent, nous pouvons faire d'eux des génies », a-t-il conclu. A la fin de l'activité, les enfants ont présenté à tour de rôle leurs toiles avant de recevoir les certificats de participation aux ateliers vacances de peinture. Les encadreurs ont été également conpatulés pas les organisateurs des ateliers vacances.

Hervé Brice Mampouya

NASA SPACE APPS CHALLENGE

Linvani Business Académie partenaire de la première édition

Du 1er au 2 octobre a eu lieu à Pointe-Noire la première édition du Nasa Space Apps Challenge. La société Linvani Business Académie (LBA) a tenu à apporter son soutien à cet événement qui marque sa volonté de stimuler l'émergence de l'écosystème numérique en République du Congo.

Encourager l'esprit de l'innovation chez les jeunes en suscitant leur envie de relever des défis, telle est la principale motivation qui a animé la société LBA à s'associer à la volonté des organisateurs du Nasa Space Apps Challenge. Ce challenge est une occasion idéale pour les participants à développer la capacité à travailler en équipe mais également d'être créatifs, réactifs et audacieux sur des thématiques mobilisatrices. Pendant cet événement qui a regroupé des scientifiques, concepteurs, conteurs, fabricants, constructeurs, technologues, programmeurs informatiques et d'autres personnes impliquées dans le développement des logiciels, la société LBA a participé à la notation, à l'évaluation des projets dans le cadre des solutions innovantes apportées par les différents candidats.

Aussi, elle a aidé les participants à construire non seulement leur projet mais également à bien les présenter. En tant que partenaire mais également membre du jury, Dior Linvani, expert-comptable et directeur général de la société LBA, a fait savoir que sa structure avait pour vocation d'accompagner les jeunes dans le domaine de la formation et de l'entrepreneuriat. Dans le cadre du Space Apps Challenge, sa société a offert aux candidats des solutions qu'elle a l'habitude de proposer aux différents jeunes professionnels du secteur public et privé, dans le cadre de l'éducation, la formation et la professionnalisation de leur carrière. « Nous avons aidé les jeunes à construire et à bien présenter leur projet, que ce soit dans les différentes observations que nous leur avons faites pour bien



Dior Linvani

présenter leur projet mais aussi pour les notations et évaluations pour encourager l'innovation en République du Congo », a-t-il dit. Aujourd'hui, la société LBA se projette de prospecter des cibles

évoluant essentiellement dans le monde des affaires, notamment les professionnels des entreprises privées, les administrations, les particuliers y compris les étudiants, les entrepreneurs et bien d'autres.

« Nous sommes une société qui œuvre pour accompagner le processus de développement en République du Congo, le développement passe aussi et surtout par la formation, une formation qualifiante pour donner les clés aux Congolais pour qu'ils soient plus compétents pour s'arrimer irrémédiablement au développement. L'objectif est de les assister, les accompagner dans leur parcours et leur processus entrepreneurial, en leur donnant des clés susceptibles à booster leur réussite », a poursuivi Dior Linvani. Notons que la société LBA est un organisme de formation qui excelle dans le monde des affaires, notamment la comptabilité, la fiscalité, les finances, l'entrepreneuriat et bien d'autres dans le but d'accompagner le processus de professionnalisation.

Hugues Prosper Mabonzo

COUPE D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

La DGSP termine la phase de groupes face à Primeiro

Les représentantes du Congo à la 25^e édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions, le club de la Direction générale de la sécurité présidentielle(DGSP), jouent leur dernier match de poules, ce 5 octobre en Tunisie, devant l'un des meilleurs clubs du continent, à savoir Primeiro de Agosto.



La formation de la DGSP après une séance d'entraînement à Brazzaville./DR

Après un faux départ le 1er octobre lors de son premier match face au CF Moknine de la Tunisie, 31-35, la DGSP a pu se refrapper le 2 du même mois, devant TKC du Cameroun (35-31), avant de confirmer sa volonté de gagner, le lendemain, en battant les Algériennes du Boumerdès (31-29). Grand habitué des compétitions internationales, ce club champion du Congo vise le podium dans cette compétition qui regroupe les meilleurs dans la catégorie des séniors dames, en Tunisie. Le match contre Primeiro permettra simplement à l'équipe congolaise d'améliorer son classement sur le plan général, puisqu'elle jouera les quarts de finale contre la formation camerounaise de FAP. Les Congolaises devraient multiplier leurs efforts afin de surclasser les Camerounaises qu'elles ont, d'ailleurs, l'habitude d'affronter lors des compétitions de la Confédération africaine de handball. Le public sportif congolais en général et les fans du handball en particulier sont tous derrière ces dames qui sont appelées à faire rayonner l'image du Congo à travers cette compétition.

Rude Ngoma

MUSIQUE CHRÉTIENNE

Dorcas Mbayu sort un nouveau single

« Losambo Efutaka » est le titre du nouveau single de la chanteuse chrétienne Dorcas Mbayu, disponible depuis le 30 septembre sur toutes les plateformes de téléchargement légal.

Produit par l'agence Noblesse communication que dirige Brel Nguimbi, le single « Losambo Efutaka » est une exhortation à la magnificence de la gloire divine. A travers cette mélodie inspirée, Dorcas Mbayu loue l'Eternel qui, par sa miséricorde, donne chaque jour le souffle de vie aux humains. Chrétienne, Dorcas Mbayu est une auteure-compositrice et interprète de musique gospel. Elle est aussi conductrice de louanges et adorations. Née le 5 janvier 1997 à Bwamanda, en République démocratique du Congo, Dorcas Mbilienga Mbayu a dès son bas âge été bercée avec ses autres frères et sœurs par leur mère, alors professeure et dirigeante de chorale des femmes à la Communauté évangélique du Christ en Ubangi (CECU/Bobito) aux sons des cantiques spirituels tirés des « Chants de victoire ». A 4 ans, elle intègre la chorale de l'école du dimanche où elle sera quelques années plus tard choisie comme dirigeante adjointe pendant un an avant d'aller poursuivre ses études à Kinshasa. En 2009, alors qu'elle vient d'ouvrir son cœur pour recevoir Christ, elle va intégrer le chœur Asaph de l'Eglise évangélique Sainte Montagne, à Bukavu, où elle sera la benjamine du groupe. Elle va y grandir dans la parole sous l'encadrement de l'apôtre Baudouin Mulolo et de son mentor Julien Djonga. Pendant qu'elle poursuit ses études à Kinshasa, Dorcas Mbayu met à la disposition du groupe de louanges de son église ses inspirations musicales qu'elle a gravées en 2011 sur un support écrit. En compagnie de son oncle Franck Molombo qui est aussi pianiste et coach, elle va prestre dans différentes églises locales sous l'admiration des fidèles. En 2017 alors qu'elle s'installe en France pour poursuivre ses études de psychologie, Dorcas Mbayu commence l'enregistrement de son premier maxi single de deux titres dont « Bikamwa » qui sortira en juin 2018 sous la direction de Glory Of God production et « Adonai » dont le clip officiel sera mis en ligne par l'auteure elle-même, le 12 septembre 2020. Elle enchaîne avec « Tu dis », une interprétation de « You Say » de l'artiste gospel Lauren Daigle, en mai 2019. Auparavant en 2018, elle va partager la scène avec des grands musiciens de renommée internationale lors de la seconde édition Acclamons Jésus, à Kinshasa. Artiste-chrétien au talent qui ne se dément plus, la chantré Dorcas veut faire le tour du monde pour répandre l'évangile à travers sa voix. Elle est actuellement en plein enregistrement de son album qui sortira très bientôt.



H.B.M.

COMMÉMORATION

Brazzaville a célébré les 142 ans de sa fondation

La cérémonie marquant les 142 ans de la fondation de la ville de Brazzaville s’est déroulée le 3 octobre, au mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza (P.S.B), sous les auspices de sa directrice générale, Bélanda Ayessa. Des ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques ainsi que des membres de la Cour royale, conduits par le premier vassal Nguélouoni, ont été également présents.

Après avoir célébré le 10 septembre dernier le souvenir de la rencontre mémorable entre Makoko Iloh 1er et Pierre Savorgnan de Brazza, notamment le « Traité d’amitié », suivi des 117 ans de la disparition de l’explorateur de la ville de Brazzaville, le 14 septembre dernier, le tour est revenu, le 3 octobre, sur initiative de la directrice générale du mémorial éponyme, Bélanda Ayessa, de célébrer le 142^e anniversaire de la fondation de Brazzaville et le 16^e anniversaire de l’érection du mémorial P.S.B. Cette cérémonie marquée par des conférences, exposition photos et animations culturelles a permis aux participants de se replonger dans les méandres de la civilisation qui est l’ensemble des traits caractérisant l’état d’une société du point de vue technique, intellectuel, politique et moral sans porter de jugement de valeur. « ... Nous voici à nouveau réunis, alors que se trémoussent, à un jet de pierre d’ici, les vagues du fleuve Congo, pour laisser vibrer le rappel du 3 octobre 1880. Car voici 142 ans que s’érigea petitement, à partir d’une bourgade, Mfoa, les bourgeois d’une urbanité future ; 142 ans, que se tracèrent les routes d’une épopée qui constitue aujourd’hui le

précieux trésor d’une histoire, la nôtre, au milieu d’autres récits, qui font l’histoire de notre pays ; 142 ans, dis-je, que Pierre Savorgnan de Brazza, après avoir reçu du Makoko Ilôh 1er l’hommage d’un accueil inoubliable, décida de planter sa tente », a déclaré Bélanda Ayessa. Revenant sur les origines, elle a dit qu’autour de la fondation de la bien nommée « Brazzaville », ils trouvent la naissance d’une histoire. « De cette petite station du pays téké, on est passé à une ville coloniale ; de ville coloniale à ville refuge pour une France en quête de liberté ; d’une ville coloniale à ville africaine se modernisant, hospitalière des différences, des multiplicités et des migrations. Oui, Brazzaville est aujourd’hui une cité urbaine. Georges Balandier, sociologue et anthropologue bien connu, ne s’en inspira-t-il pas lorsqu’il écrivit sa fameuse Sociologie des Brazzavilles noires, il y a plus de 60 ans ? », a-t-elle précisé. En ce 142^e anniversaire de la fondation de Brazzaville, l’occasion a été donc toute indiquée de revisiter l’histoire en écoutant les Prs Alain Mombo et Célestin Désiré Niama, tous deux historiens et universitaires qui ont exposé sur



Les officiels lors de la cérémonie marquant les 142 ans de la fondation de Brazzaville./Adiac 2

« Le contact Makoko-de Brazza » pour le premier et « Brazza à Denis Sassou N’Gusso : de 1880 à nos jours, réussite ou échec », pour le second.

Le mémorial Pierre Savorgnan de Brazza, 16 ans déjà

La directrice générale du mémorial P.S.B est revenue également sur la symbolique de la date du 3 octobre qui marque non seulement la fondation de Brazzaville, mais aussi l’érection du mémorial P.S.B. « Le 3 octobre 2006, au lieu même où

fut fondée Brazzaville, est érigé un mémorial qui porte tout à la fois l’hommage au fondateur de notre ville capitale et la reconnaissance de son humanisme. Que de chemins parcourus depuis ce 3 octobre 2006, que de débats didactiques menés depuis seize ans pour expliquer et encore expliquer la place et le sens de ce lieu. Aujourd’hui, le mémorial P.S.B. est devenu plus qu’un lieu d’attraction, il se présente au public comme un lieu de ressourcement culturel », a-t-

elle déclaré.

Pour Bélanda Ayessa, cela allait de soi qu’en ce seizième anniversaire du mémorial P.S.B., la direction de cet espace ait opté pour un vernissage, dans le hall de ce joyau, illustrant les étapes de l’urbanisation de Brazzaville. « Cela nous a paru plus que nécessaire. Nous voici donc de plain-pied dans la convergence de sens et de signification dont la cérémonie de ce jour révèle toute la portée », a-t-elle précisé.

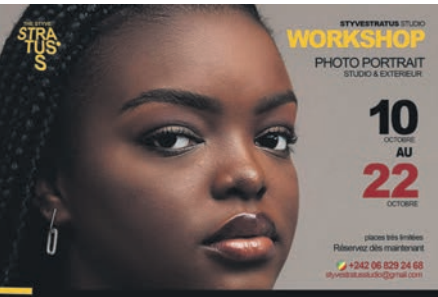
Bruno Okokana

WORKSHOP

Une formation en vue dédiée à l’art du portrait photographique

Le studio « Styve Stratus », que gère le Congolais Styve de la Grange Ongoulobi, lance du 10 au 22 octobre à Brazzaville une formation axée sur l’art et la maîtrise de capture des photos portraits.

C’est dans un souci de faire évoluer davantage le secteur de la photographie au Congo que le studio « Styve Stratus » a lancé la formation sur la photo portrait. Celle-ci se veut à la fois théorique et pratique en vue de mettre les participants dans le monde professionnel. « Cette formation, c’est une manière pour moi de partager mon expérience afin de permettre à ceux qui se lancent à peine dans le métier et à ceux qui sont simplement passionnés de la photographie de ne pas commettre les mêmes erreurs que moi à mes débuts », a confié Styve Ongoulobi, formateur principal et responsable du studio « Styve Stratus ». Selon lui, la photo portrait est tout un art à part entière. Il ne s’agit pas seulement d’immortaliser une scène ou une nature morte, mais plutôt de capter une sensibilité, une personnalité, un trait d’humeur ou de caractère chez la personne qui joue les modèles devant l’objectif, le temps d’une séance photo. Ainsi, cette formation n’est pas destinée seulement aux photographes professionnels et amateurs, mais également aux journalistes de presse écrite, commerçants en ligne pour la publication de leurs articles, blogueurs et même influenceurs, etc. Ainsi, pour cette troisième formation que lance le studio photographique congolais, il sera question d’outiller



les participants sur plusieurs aspects en lien avec le thème retenu, à savoir la prise en main d’un boîtier, la gestion de lumière (flash/soft box ...), la prise de vue (valeur de plan ...), le réglage (iso, vitesse de capture, ...), la balance des blancs, le nettoyage des taches, le dodge et le burn, la séparation des fréquences, le color grading, le master beauty edit, la composition d’image et enfin l’exportation. Au cours de la formation, les principaux logiciels sur lesquels travailleront les apprenants sont Photoshop, Lightroom et Capture one. Styve Ongoulobi a indiqué que la formation va se dérouler dans le studio photo et dans quelques sites choisis en extérieur. En ce qui concerne le matériel de formation, le studio mettra à disposition des apprenants des appareils photo, la connexion internet et l’installation des logiciels sur les ordinateurs, mais pas les ordinateurs. D’où l’obligation pour chaque participant de posséder un ordinateur pour lui faciliter l’apprentissage et la pratique des

exercices à domicile.

« Au regard de toutes ces exigences, du consommable photographique qui coûte cher et compte tenu du fait que nous organisons la formation sans l’apport d’un quelconque partenariat, elle sera payante. Un prix qui ne vaut pas le bénéfice que tireront les apprenants au terme de la formation. Au public, je dirai que la connaissance est le meilleur investissement que l’on puisse faire sur soi. Ce serait un plaisir de voir qu’au sortir de cette formation, plusieurs bénéficiaires deviennent des références de la photographie portrait, non seulement sur le plan national mais même au-delà des frontières », a-t-il déclaré.

Rappelons que Styve Ongoulobi est un artiste photographe, graphiste, directeur artistique et vidéaste qui exerce ses différents métiers de façon professionnelle depuis 2017. Très discret et peu bavard, il préfère laisser parler son travail et ses œuvres. Il a déjà collaboré avec plusieurs sociétés de la place comme MTN ; l’Union européenne ; le magazine Esimbi ; etc. Par ailleurs, il a travaillé et continue de collaborer avec plusieurs artistes nationaux et d’autres pays. Styve preste régulièrement à l’occasion des cérémonies de mariage et d’anniversaire, des séminaires de formation, colloques, forums, foires, salons et biens d’autres.

Merveille Atipo

L’Ouganda juge déplacée une résolution du Parlement européen critiquant le mégaprojet de TotalEnergies

La ministre ougandaise de l’Energie a qualifié mardi de déplacée une résolution du Parlement européen contre un mégaprojet d’exploitation pétrolière prévu avec le groupe français TotalEnergies, l’institution européenne épinglant des violations des droits de l’Homme envers des opposants.

TotalEnergies a annoncé en février un accord d’investissement de 10 milliards de dollars avec l’Ouganda, la Tanzanie et le géant pétrolier chinois CNOOC pour un mégaprojet pétrolier comprenant notamment la construction d’un oléoduc de plus de 1.400 kilomètres reliant les gisements du lac Albert, dans l’ouest de l’Ouganda, à la côté tanzanienne. Dans une résolution non contraignante, le Parlement européen s’est dit «extrêmement préoccupé par les violations des droits de l’Homme» commises dans ces deux pays, citant «arrestations, actes d’intimidation et harcèlement judiciaire contre les défenseurs des droits humains et les organisations non gouvernementales».

L’intervention du Parlement européen est déplacée, a déclaré à l’AFP Ruth Nankabirwa, la ministre ougandaise de l’Energie, en marge du Green Energy Africa Summit au Cap, en Afrique du Sud, affirmant que les autorités de Kampala ont été prises par surprise. «Nous sommes tous des partenaires dans la lutte contre le changement climatique. Si nous ne nous considérons pas comme des partenaires, nous n’allons pas gagner cette guerre», a ajouté Mme Nankabirwa.

Le 16 septembre, le président ougandais Yoweri Museveni avait indiqué que le projet «se poursuivra comme stipulé dans le contrat que nous avons avec TotalEnergies et CNOOC».

L’Afrique est le continent qui émet le moins de gaz à effet de serre, avec seulement 3% des émissions mondiales. Sous les eaux et sur les rives du lac Albert, barrière naturelle de 160 km séparant l’Ouganda de la République démocratique du Congo, reposent l’équivalent de 6,5 milliards de barils de brut, dont environ 1,4 milliard récupérables dans l’état actuel des découvertes. Les réserves de l’Ouganda peuvent durer entre 25 et 30 ans avec un pic de production estimé à 230.000 barils par jour.

Le président Museveni a loué par le passé ce projet, citant notamment les retombées économiques importantes pour le pays.

AFP